



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1996/55
3 mai 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Reprise de la session d'organisation de 1996
2 et 3 mai 1996
Point 8 de l'ordre du jour*

ÉLECTIONS, NOMINATIONS ET CONFIRMATIONS

Élections des membres de l'Organe international de contrôle
des stupéfiants, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1
de l'article 9 de la Convention unique sur les stupéfiants
de 1961, tel que modifié par le Protocole de 1972

Note du Secrétaire général

Élection de cinq membres parmi les candidats présentés
par les gouvernements

1. Le Secrétaire général a informé le Conseil économique et social, à sa session d'organisation de 1996, des conditions dans lesquelles devraient se tenir les prochaines élections des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). On trouvera dans la présente note des renseignements sur les candidats présentés par les gouvernements. Les renseignements sur les candidats présentés par l'Organisation mondiale de la santé figurent dans le document E/1996/54.

2. Conformément à la procédure établie, le Secrétaire général, dans une note datée du 7 août 1995 (NAR/CL.18/1995), a invité les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États parties à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, tel que modifiée par le Protocole de 1972¹ qui ne sont pas membres de l'Organisation à présenter des candidats pour pourvoir les cinq sièges qui deviendront vacants le 1er mars 1997 à l'expiration du mandat de cinq membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants dont la candidature a été présentée par des gouvernements. Ces cinq postes sont actuellement occupés par Dil Jan Khan (Pakistan), Gottfried Machata (Autriche), Bunsom Martin (Thaïlande), Herbert S. Okun (États-Unis d'Amérique) et Manuel Quijano (Mexique).

* E/1996/2 et Add.1 et 2.

3. Le 3 mai 1996, 28 candidats avaient été présentés par leur gouvernement. Les noms des 28 candidats pour lesquels une notice biographique a été jointe sont les suivants (par ordre alphabétique) :

<u>Nom</u>	<u>Présenté par</u>
ABDEL-RAHMAN, Ammar Osman	Soudan
ABDUL-RAZZAQ, Jassim A.	Iraq
CHAKRABARTY, C.	Inde
CHAUDHURY, Faizur Rahman	Bangladesh
COULIBALY, Sinaly	Mali
DABEE, Dheerendra Kumar	Maurice
DAYAL, Jayeshwur Raj	Maurice
DIARRA, N'Péré	Mali
DORE, Glenys	Nouvelle-Zélande
DRAGAN, Jenica	Roumanie
FRANQUET, Jacques	France
GÓMEZ MÉNDEZ, Alfonso	Colombie
HAKIM, Souheila	République arabe syrienne
IRSAN, Koesparmono	Indonésie
HUQ, M. Enamul	Bangladesh
KHAN, Dil Jan	Pakistan
LAZAROV, Philip	Bulgarie
LOTTER, Gabriel	Afrique du Sud
MACHATA, Gottfried	Autriche
MARTIN, Bunsom	Thaïlande
MOTOHASHI, Nobuo	Japon
NORMAH, Haji Naim	Malaisie
OKUN, Herbert S.	États-Unis d'Amérique
PEREIRA DE CASTILHO NETO, Arthur	Brésil
RANDRIANAME, Maurice	Madagascar
ROIBU, Ion	Roumanie
SCICLUNA, David	Malte
SKRLJ, Milan	Slovénie

4. Les notices biographiques que les gouvernements avaient jointes à la communication dans laquelle ils présentaient les candidats font l'objet de l'annexe I au présent document. L'annexe II contient des renseignements sur les réunions de l'Organe en 1995, les honoraires à verser à ses membres et sa composition actuelle.

5. Le Secrétaire général a également reçu la candidature de Darko Maver, du Ministère slovène de l'intérieur. Lorsque confirmation de sa candidature par les voies officielles aura été reçue, elle sera portée à l'attention du Conseil.

Note

¹ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 976, No 14152.

Annexe I

NOTICE BIOGRAPHIQUE CONCERNANT LES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS À
L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Ammar Osman Abdel-Rahman (Soudan)

Date de naissance : 1953.

Études : Licence en droit, Université du Caire, Khartoum (1984); études juridiques, Université islamique d'Omdurman; diplôme supérieur en droit, Université de Khartoum (1989); stage sur les droits de l'homme, Institut des droits de l'homme, Strasbourg (1992).

Fonctions actuelles : Officier de police avec le rang de colonel, Direction de la lutte contre les stupéfiants, Ministère de l'intérieur du Soudan.

Fonctions antérieures : Directeur adjoint, Direction des stupéfiants, Khartoum; chargé de cours sur les stupéfiants à l'École de police, Khartoum.

Publications : Auteur de diverses publications relatives aux stupéfiants.

Organismes professionnels : Comité national pour la lutte contre les stupéfiants.

Participation à des réunions : Conférence ministérielle sur la criminalité organisée à l'échelle transnationale, Naples (1994); séminaire sur les problèmes causés par les stupéfiants et les solutions possibles, Assemblée nationale, Khartoum (1992); Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988); séminaire sur les dangers liés aux stupéfiants, Khartoum (1996).

Jassim A. Abdul-Razzaq (Iraq)

Date de naissance : 1948.

Études : Licence en droit; licence en littérature anglaise; licence en journalisme; maîtrise en politique sociale (avec mention), Cranfield, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Fonctions actuelles : Directeur des services de recherche et d'étude de la police, chef du Bureau national des stupéfiants.

Fonctions antérieures : Chercheur.

Publications : Auteur de plus de 25 documents et articles dans les domaines de la politique sociale et de la prévention et de la détection des crimes.

C. Chakrabarty (Inde)

Date de naissance : 1935.

Études : Licence en histoire, en économie et en littérature anglaise (avec mention), Université de Calcutta; lauréat de bourses d'études des techniques d'application de la législation relative à la répression des infractions en matière de drogue dans diverses villes des États-Unis d'Amérique (1990) ainsi qu'en Australie, à Hong-kong et en Thaïlande (1989).

Fonctions actuelles : Directeur général (retraité), Bureau de la lutte contre les stupéfiants, Gouvernement indien; animateur de stages de formation, d'ateliers et de séminaires à l'intention des membres des forces de l'ordre ainsi que d'organisations non gouvernementales bénévoles.

Fonctions antérieures : Dirigeant de l'Équipe spéciale interministérielle du Gouvernement indien chargée d'élaborer le septième Plan directeur national pour la lutte contre l'abus des stupéfiants (1993-1994); Directeur général adjoint puis Directeur général du Bureau de la lutte contre les stupéfiants, Ministère des finances (1988-1992); Directeur adjoint puis Directeur, Direction générale de la sécurité, secrétariat du gouvernement (1984-1988); Inspecteur général adjoint de la police, siège de la police d'État d'Orissa et Sambalpur Range (1979-1984); Secrétaire adjoint puis Directeur, Direction de la police, Ministère de l'intérieur (1973-1979).

Distinctions honorifiques : Médaille de la police indienne pour services méritoires rendus pendant la Fête de l'indépendance (1977); médaille présidentielle récompensant certains membres des forces de police pour services exceptionnels rendus pendant la Fête de la République (1990).

Participation à des réunions : Chef de la délégation indienne lors des pourparlers bilatéraux officiels sur la contrebande de drogues, Nigéria (1989); chef de la délégation indienne à la Conférence d'experts juridiques pour l'élaboration d'une convention régionale contre le trafic illicite de drogues, organisée par l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), Sri Lanka (1990); membre de la délégation indienne à l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC/Interpol), Ottawa (1990), Punta del Este (1991) et Dakar (1992); membre de la délégation indienne à la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de l'OIPC/Interpol, Canberra (1991); chef de la délégation indienne lors des pourparlers bilatéraux officiels sur la lutte contre le trafic illicite de drogues, Islamabad (1991); membre de la délégation indienne à la Commission des stupéfiants (1992).

Faizur Rahman Chaudhury (Bangladesh)

Date de naissance : 1938.

Études : Licence (avec mention); maîtrise; cours d'études supérieures en administration publique, Université américaine de Beyrouth.

Fonctions actuelles : Secrétaire adjoint, Ministère de l'intérieur du Bangladesh.

Fonctions antérieures : Cosecrétaire, Direction des relations économiques (1989-1992); Directeur général, Bureau des ONG (1992-1993).

Publications : IMF and Bangladesh, Dhaka.

Distinctions honorifiques : Deuxième plus haute distinction des Scouts du Bangladesh.

Participation à des réunions : Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, New York (1987).

Sinaly Coulibaly (Mali)

Date de naissance : 1947.

Études : Diplôme de droit, Université de Leipzig (Allemagne) (1973); certificat d'études diplomatiques, Yaoundé (1975); certificat de l'Institut national de la propriété industrielle, Paris (1977).

Fonctions actuelles : Directeur des affaires politiques, juridiques et consulaires au Ministère des affaires étrangères, responsable des ressortissants maliens expatriés et de l'intégration africaine.

Fonctions antérieures : Adjoint au chef de la Section du contentieux, Division juridique, Ministère malien des affaires étrangères (1974); Chef de la Section des traités et du contentieux, Division des affaires juridiques (1976); deuxième Conseiller à l'ambassade du Mali à Bruxelles (1977-1978); premier Conseiller à l'ambassade du Mali à Beijing (1979) puis à Paris (1980-1982); Chef de la Division des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères (1983); Conseiller juridique auprès du Ministre des affaires étrangères (1983-1985); Secrétaire général, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale (1986-1989); Ambassadeur du Mali en Algérie, en Tunisie, en Mauritanie et à Chypre (1989-1992), puis en Yougoslavie (1992-1993).

Distinctions honorifiques : Étoile d'argent à l'effigie de l'abeille (Mali) (1981); Ordre du drapeau national, troisième classe, République populaire démocratique de Corée.

Participation à des réunions : Séminaire de la Commission du droit international, Genève (1976); Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (1981); Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome (1982); a participé aux réunions de l'Accord de non-agression, de défense et d'assistance en tant que membre de la délégation présidentielle (1983-1985); membre de la délégation malienne à la Cour internationale de Justice à l'occasion du différend frontalier entre le Mali et le Burkina Faso (1986); a participé, en tant que membre de la délégation gouvernementale, aux négociations visant à régler le conflit au nord du Mali (1991-1992); réunion ministérielle et réunion au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (1994-1995); réunion "Prévention des conflits : une perspective africaine", Ottawa (1995).

Dheerendra Kumar Dabee (Maurice)

Date de naissance : 1956.

Études : Licence en droit (avec mention), Université de Birmingham (Royaume-Uni); membre du barreau, Council of Legal Education (Royaume-Uni) et membre du Middle Temple; certificat d'assiduité à un cours d'une durée de deux mois sur la rédaction de textes législatifs, Royal Institute of Public Administration (Royaume-Uni).

Fonctions actuelles : Conseiller auprès du Parlement (responsable de la rédaction des projets de loi du Gouvernement).

Fonctions antérieures : Crown Counsel (1982-1984); Senior Crown Counsel (1985-1989); Principal Crown Counsel (1989-1994); Assistant Solicitor General (1994-1995).

Expérience pratique pertinente : A participé à la rédaction de la loi mauricienne de 1995 sur les drogues dangereuses, selon l'interprétation donnée par la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1988); a été chargé de l'accusation dans plusieurs procès intentés à des personnes inculpées pour trafic de drogues; a également participé du 19 au 21 juin 1989 à la Réunion de hauts fonctionnaires des ministères de la justice de différents pays, qui a examiné notamment les liens existant entre les dispositions relatives à l'assistance mutuelle de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de drogues psychotropes et le mécanisme du Commonwealth pour l'assistance mutuelle en matière criminelle.

Javeshwur Raj Daval (Maurice)

Date de naissance : 1949.

Études : Higher School Certificate (1970); cours de formation au pilotage d'hélicoptères à Heli-Union; École internationale de pilotage d'hélicoptères, France; cours de formation au haut commandement, College of Combat, Inde; Defence Services Staff College, Camberley (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord); cours de formation d'agents spécialisés dans la prévention des catastrophes, Royal Military College of Science, Shrivenham; Faculty of Military Science, Technology and Management à Cranfield, Oxford (Royaume-Uni).

Fonctions actuelles : Commissaire de police, police mauricienne.

Fonctions antérieures : Commandant de la Force mobile spéciale (1986-1994); commandant adjoint de la Force mobile spéciale (1985-1986); officier (divers grades) de la Force mobile spéciale (1972-1974 et 1983-1985); pilote et commandant de l'unité hélicoptérée de la police (1974-1983).

Publications : The Whys and Wherefores of the Military Build-up in the Indian Ocean, New Policing Concepts to Combat Crime et Rehabilitation of Drug Addicts in the Island State Context.

Distinctions honorifiques : Diverses distinctions, dont la Police Good Conduct and Long Service Medal (1989), la Queen's Police Medal (1991), la President's Distinguished Service Medal (1994), l'insigne du Diamant de l'Aérospatiale (France) et le Order of the Star and Key Medal (avec rang de commandeur).

Associations professionnelles : Membre du British Institute of Management; membre de l'American Institute of Management Science; membre du St. John Council (Maurice); membre de la Society for the Prevention of Alcoholism and Drug Addiction.

Participation à des réunions : Divers séminaires et conférences sur le droit international humanitaire, organisés sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, à Ansirabe (Madagascar) (1990), Nairobi (1992 et 1993) et Harare (1994); Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles tenue à Yokohama (Japon) en 1994.

M'Pérè Diarra (Mali)

Date de naissance : 1955.

Études : Sciences juridiques, École nationale d'administration (Mali) (1975-1979); magistrature, École nationale de la magistrature, section internationale (France) (1980-1981).

Fonctions actuelles : Conseiller technique responsable des affaires criminelles et du suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, Secrétariat général, Ministère malien de la justice.

Fonctions antérieures : Juge au Tribunal de première instance, Gao (1981-1984); juge de paix (compétence élargie), Bourem (1984-1989) et San (1989-1991); procureur de la République adjoint au tribunal de première instance de Ségou (1991-1993) puis de Bamako (1993-1994).

Participation à des réunions : Séminaire régional sur les techniques d'établissement et de présentation des rapports périodiques concernant l'application des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme, Abidjan (1994); séminaire sur le thème "Le juge et les droits de l'homme", École nationale de la magistrature, Paris (1994); neuvième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire (1995).

Glenys Dore (Nouvelle-Zélande)

Date de naissance : 1959.

Études : Bachelor of Medicine and Bachelor of Surgery (MBChB), Université d'Otago (1983); Fellow, Royal Australian New Zealand College of Psychiatrists (1991).

Fonctions actuelles : Psychiatre consultant, Directeur du programme d'études universitaires supérieures, HealthCare Otago, Dunedin; Coordonnateur du programme de sensibilisation aux dangers de l'alcoolisme et de la toxicomanie

à la faculté de médecine de l'Université d'Otago; expert médical indépendant, New Zealand Police Undercover Programme, National Bureau of Criminal Intelligence.

Fonctions antérieures : Directeur médical, HealthCare Otago Alcohol and Drug Services (1992-1994); Directeur médical, HealthCare Otago Methadone Programme (1991-1994); Chef du Service de médecine psychologique et des services spécialisés dans la lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie, Dunedin Hospital (1989-1991).

Publications : Coauteur de "Alcohol and drug misuse and affective disorders" (1995), "A case of dextropropoxyphene dependence treated with methadone" (en instance de publication), "Life without heroin: the New Zealand approach in injecting drug use" (en préparation) et "The management of opioid dependence in pregnancy" (en préparation).

Participation à des réunions : Conférence nationale sur le cannabis, Wellington (1993); Conférence nationale sur la méthadone (1992-1994); Conférence sur les femmes et les drogues, Sydney (1994); Conférence sur le traitement de l'alcoolisme, Alcohol Advisory Council of New Zealand (1995); réunion australienne des coordonnateurs du programme de sensibilisation aux problèmes de l'alcoolisme et de la toxicomanie dans les facultés de médecine (1995).

Jenica Dragan (Roumanie)

Date de naissance : 1949.

Études : Maîtrise de relations internationales, faculté de droit; doctorat en droit.

Fonctions actuelles : Directeur de la direction des armes à feu, des explosifs, des substances toxiques et des stupéfiants, Inspection générale de la police.

Fonctions antérieures : Chef du Service de lutte contre les drogues; Chef de la direction du contrôle des stupéfiants, des armes et des explosifs.

Publications : Coauteur de Encyclopaedic Dictionary of Drugs (1991) et de Drugs Control Police Manual (1993); auteur de Almost Everything One Needs to Know about Drugs (1994), Essential Chemicals and Precursors (1995) et Drugs in the Life of the Romanian People (1995).

Distinctions honorifiques : Certificat de mérite décerné par la police roumaine.

Associations professionnelles : Président exécutif de l'Association roumaine de lutte contre la drogue.

Participation à des réunions : Première réunion des chefs des services nationaux de répression en matière de drogues, Europe, Moscou (1990); membre de la délégation roumaine à la Commission des stupéfiants (1994-1995); vingt-troisième Conférence régionale européenne de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC)/Interpol, Roumanie (1994); cinquième Réunion internationale

sur le trafic des substances psychotropes, des précurseurs et des produits chimiques essentiels, Lyon (1995).

Jacques Franquet (France)

Date de naissance : 1941.

Études : Maîtrise de droit; diplôme de criminologie; diplôme de langues et civilisations du monde slave méridional et de croate.

Fonctions actuelles : Inspecteur général de la police nationale, sous l'autorité du Directeur général de la police nationale; conseiller externe du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID).

Fonctions antérieures : Directeur central de la police judiciaire, Direction nationale de la police criminelle, Sous-Directions des affaires économiques et financières et de la police technique et scientifique; chef du Bureau central national d'Interpol France (1993-1994); Directeur du Service de coopération technique internationale de police (1990-1992); chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste, sous l'autorité du Directeur général de la police nationale (1988-1989); chef de l'Office central national pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (1983-1989); chef du Service régional de la police judiciaire, Ajaccio (1981-1992); chef de la Section économique et financière du Service régional de la police judiciaire, Lyon (1969-1981).

Publications : Auteur d'un certain nombre d'articles sur les stupéfiants.

Distinctions honorifiques : Officier de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite; Commandeur de l'Ordre luxembourgeois du mérite; sept autres distinctions françaises ou étrangères lui ont été décernées.

Participation à des réunions : A participé à des réunions OIPC/Interpol sur les stupéfiants et à des sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC)/Interpol; a assisté à des réunions du Groupe de Trevi et aux réunions de Schengen, en qualité de chef de la délégation française participant aux groupes de travail sur le terrorisme ou les stupéfiants; réunions des chefs des services nationaux de répression en matière de drogues; réunions de la Drug Enforcement Administration aux États-Unis d'Amérique, du Star Group et du Groupe de coopération France/États-Unis/Canada/Italie; membre de la délégation française à la Commission des stupéfiants.

Alfonso Gómez Méndez (Colombie)

Date de naissance : 1949.

Fonctions actuelles : Juriste praticien, professeur d'université.

Fonctions antérieures : Juge chargé des affaires criminelles au tribunal d'arrondissement de Bogota (1973-1975); membre de la Chambre des députés (1986-1989); Procureur général de la République de Colombie (1989-1990); Ambassadeur de Colombie en Autriche et auprès de l'Organisation des

Nations Unies à Vienne (1991-1993); juge à la chambre criminelle de la Cour suprême (1984-1985 et 1995).

Publications : Auteur de Délit d'habitude (1974) (en espagnol) et de Special Criminal Law: Offenses against the Public Administration (1987), ainsi que de divers articles parus dans des revues de droit criminel spécialisées.

Participation à des réunions : Membre de la délégation colombienne à la Commission des stupéfiants (1991-1992).

Souheila Hakim (République arabe syrienne)

Date de naissance : 1946.

Fonctions actuelles : Directeur des affaires pharmaceutiques, Ministère de la santé de la République arabe syrienne, à Damas.

Fonctions antérieures : Directeur technique, Ministère de la défense (1975-1980); inspecteur, Conseil central de l'inspection et du contrôle (1980-1993); Directeur technique, Bureau scientifique (1973-1975).

Participation à des réunions : Réunion sur la réglementation pharmaceutique, Tunisie (1993); Conférence internationale des autorités de réglementation pharmaceutique (CIARP), Pays-Bas (1994); a assisté à plusieurs conférences médicales et pharmaceutiques dans la République arabe syrienne (1993-1995).

M. Enamul Huq (Bangladesh)

Date de naissance : 1938.

Études : Licence (avec mention), maîtrise, Université de Rajshagi; licence en droit, Université de Dhaka; diplôme de l'International Police Academy, Washington, D.C. (États-Unis); doctorat d'administration de la justice pénale, Western Pacific University, Californie.

Fonctions actuelles : Conseiller en politique et planification nationales, Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, Dhaka; Directeur de la Fondation asiatique pour la prévention du crime; professeur invité à l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient.

Fonctions antérieures : Membre du Comité exécutif, OIPC/Interpol; inspecteur général de police, Gouvernement bangladaise; Directeur général, Département de la lutte contre les stupéfiants, Bangladesh; expert auprès de la Commission bangladaise de service public; directeur de projet, Organisation mondiale de la santé, Bangladesh; Directeur de l'assistance extérieure et de la coordination, secrétariat du Premier Ministre, Bangladesh.

Publications : Practical Handbook of Law, Organized Crime and Law Enforcement, Drug Menace: Bangladesh Global Perspective, Drug Awareness and Anti-Smoking, Problems of Drug Trafficking et Criminal Justice Administration.

Distinctions honorifiques : Médaille d'Interpol; certificat de mérite "Motorola", décerné par l'Association internationale des chefs de police; prix décerné par la Fondation asiatique pour la prévention du crime.

Participation à des réunions : Président du Séminaire régional Asie-Pacifique sur la drogue, Beijing; Président du groupe chargé des finances auprès de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC)/Interpol, Ottawa; Président du Groupe chargé des drogues auprès de l'Assemblée générale de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC)/Interpol, Lyon; conférencier à l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, Tokyo; conférencier à la Fondation asiatique pour la prévention du crime, Japon, Malaisie et Philippines; neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire (1995).

Koesparmono Irsan (Indonésie)

Date de naissance : 1940.

Études : Diplôme de l'Institut supérieur d'études de police, Jakarta (1967); diplôme de l'International Golden Institute (IGI) for Magister Management, Jakarta (1995); diplôme de la faculté de droit de l'Université de Pancasila, Djakarta (1996); diplôme de l'École de formation des cadres des forces armées et de la police indonésienne (II), Indonésie (1976); diplôme du Centre universitaire indonésien de défense nationale et de police KRA XXI, Jakarta (1986); diplôme de formation aux enquêtes criminelles, Tokyo (1979).

Fonctions actuelles : Recteur de l'Université de Bhayangkara, Jakarta.

Fonctions antérieures : Directeur de la police judiciaire, police nationale indonésienne, avec rang de général de brigade, Jakarta; chef de la police régionale de Java-Est, avec rang de général de division, Surabaya; Directeur de l'académie de police indonésienne, avec rang de général de division, Semarang; chef adjoint des opérations, police nationale indonésienne, avec rang de général de division.

Publications : Droit pénal indonésien (trois volumes); Les stupéfiants et les psychotropes en Indonésie.

Participation à des réunions : Plusieurs réunions d'Interpol; plusieurs séminaires sur les stupéfiants et la toxicomanie; plusieurs séminaires internationaux sur la criminalité.

Dil Jan Khan (Pakistan)

Date de naissance : 1934.

Études : Licence ès lettres, licence en droit, maîtrise de sciences politiques.

Fonctions actuelles : Membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS); membre du Comité permanent des évaluations de l'OICS.

Fonctions antérieures : Secrétaire général, Division du contrôle des stupéfiants, Gouvernement pakistanais; Secrétaire général, États et régions frontalières, Gouvernement pakistanais (1990-1993); Secrétaire général, Division de l'intérieur, Gouvernement pakistanais (1990); Secrétaire général adjoint, Ministère de l'intérieur, Gouvernement pakistanais (1986-1990); Conseiller, ambassade du Pakistan à Kaboul (1973-1978); Premier Secrétaire, ambassade du Pakistan à Kaboul (1972).

Associations professionnelles : Président du Club international, Kaboul; doyen du Council/Administration Corps, Afghanistan; membre du Comité consultatif juridique afro-asiatique.

Participation à des réunions : Séminaire sur le remplacement des cultures de pavot à opium, Bangkok (1987); chef de la délégation pakistanaise aux sessions du Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Genève (1990-1993); atelier du Comité consultatif juridique afro-asiatique du HCR (1991); Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi (1991); Autorité du Programme alimentaire mondial (1992); pourparlers en vue de l'assistance aux réfugiés afghans, Genève et Washington D.C. (1993); chef de la délégation pakistanaise à la trente-sixième session de la Commission des stupéfiants réunie en seconde convocation (1993) et à la trente-septième session de la Commission (1994); consultation technique entre le Pakistan et l'Inde sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) concernant la coopération dans le domaine du contrôle des drogues, Vienne (1994); première réunion sur la coopération technique entre le Pakistan et l'Inde (1994); chef de la délégation pakistanaise lors de la réunion pour la signature du mémorandum d'accord et du projet relatif au renforcement des capacités de répression des infractions dans les zones frontalières de l'Asie du Sud-Ouest entre le Pakistan, la République islamique d'Iran et le PNUCID (1994).

Philip Lazarov (Bulgarie)

Date de naissance : 1941.

Études : Doctorat en médecine, Académie de médecine, Sofia (1968); psychiatrie, Académie de médecine, Sofia (1968-1971); doctorat, Académie de médecine, Sofia (1978-1982).

Fonctions actuelles : Professeur associé, Directeur du Centre national de toxicomanie de Sofia (depuis 1994).

Fonctions antérieures : Professeur associé, Chef de la clinique de psychiatrie appliquée à la toxicomanie, Académie de médecine, Sofia (1985-1994); maître de conférence, Clinique de psychiatrie appliquée à la toxicomanie, Académie de médecine, Sofia (1976-1985); Chef de clinique, dispensaire psychiatrique, Sofia (1974-1976); Chef de l'unité clinique, hôpital psychiatrique, Karlukovo (1971-1974); psychiatre, hôpital Karlukovo (1968-1971).

Associations professionnelles : Membre de l'Association des psychiatres bulgares; membre de l'American Polish Psychiatric Association; membre du Conseil

national interministériel pour les drogues; Président de l'association "Society Against Drugs"; Président de la Fondation "Antidroga".

Autres activités : Chef de la section nationale du programme PHARE de l'Union européenne sur la réduction de la demande de drogues; Coordonnateur national du Programme de formation européenne internationale pour le traitement de la toxicomanie; Coordonnateur pour la Bulgarie du Plan d'action contre l'alcoolisme, Organisation mondiale de la santé; Coordonnateur pour la Bulgarie de l'étude sur le réseau multicités du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe.

Gabriel Lötter (Afrique du Sud)

Date de naissance : 1933.

Études : Licence en sociologie, avec psychologie et criminologie comme matières supplémentaires, Université de Stellenbosch.

Fonctions actuelles : Retraité; membre du conseil d'administration du Centre de traitement de Staanvas.

Fonctions antérieures : Directeur du Centre de réadaptation Northlea (1964-1971); Chef de la Section des tribunaux à Cape Town (1972-1973); Chef de l'évaluation nationale des services sociaux (1976-1984); Directeur des services de réadaptation (1985-1989); membre du Comité du classement du Conseil pour le contrôle des médicaments (1989-1993); Directeur adjoint de la Direction de la famille et des collectivités et Chef des sous-directions de la pharmacodépendance et de la prise en charge des délinquants (1989-1993); conseiller personnel du Directeur général et du Ministre de la santé et des affaires sociales sur les questions liées à la drogue (1985-1993); formateur de travailleurs sociaux et du personnel judiciaire ainsi que d'autres personnels spécialisés à l'application des diverses lois sur le trafic des drogues, la prévention et le traitement de la pharmacodépendance et la réadaptation des toxicomanes.

Publications : Auteur de plus de 80 articles, dont "Integration of treatment services", Psychiatry in Practice et "Practical Implication of the Prevention and Treatment of Drug Dependency Act" (loi No 20 de 1992), Social Work Practice.

Participation à des réunions : Conférence sud-africaine sur le dagga (1983); membre du Conseil consultatif national sur les questions de réadaptation (loi No 41 de 1971) [devenu par la suite Conseil consultatif sur les drogues (loi No 20 de 1992)] (1985-1993); Président du Groupe de travail sur la révision de la législation relative aux drogues (1991); Président du Comité de planification de la Conférence sur la mise en oeuvre du Plan national de lutte contre l'abus des drogues en Afrique du Sud (1991); Président du Comité d'étude sur les enfants des rues; participant à la Conférence internationale de recherche sur les approches biomédicales de la réduction de la demande de drogues, Sea Island, Géorgie (1992).

Gottfried Machata (Autriche)

Date de naissance : 1925.

Études : Chimie, Université de Vienne (1946-1951); doctorat (1951).

Fonctions actuelles : Membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) depuis 1992.

Fonctions antérieures : Chef du laboratoire de chimie, Institut de médecine légale, Vienne (1955-1990); chargé de cours (1962) et professeur (depuis 1968) à l'Université de Vienne.

Publications : Auteur de 150 publications sur la toxicologie chimique, les stupéfiants et la criminalistique.

Distinctions honorifiques : Médaille d'or de la République d'Autriche pour la recherche scientifique; International Widmark Award; prix Fritz Pregl; prix Theodor Körner; Médaille internationale Jean Servais Stas.

Participation à des réunions : Plusieurs réunions des Nations Unies, notamment sessions de la Commission du désarmement (1983-1985) et de la Commission des stupéfiants (depuis 1977); missions de l'OICS aux Émirats arabes unis, en Iran (République islamique d'), au Pakistan, en Pologne et en Suisse; cours de formation en Chine sur l'analyse des stupéfiants et des fluides de l'organisme.

Bunsom Martin (Thaïlande)

Date de naissance : 1922.

Études : Docteur en médecine, Université de médecine, hôpital Siriraj (1945); maîtrise de santé publique et de médecine tropicale, Tulane University, États-Unis (1949).

Fonctions actuelles : Membre de l'Office international de contrôle des stupéfiants; conseiller auprès du Saint Louis Nursing College et de nombreuses autres universités; conseiller auprès du Sous-Comité de la prévention de la toxicomanie, Office de contrôle des stupéfiants (depuis 1992).

Fonctions antérieures : Docteur en médecine au Cabinet du Secrétaire général du Ministère de l'éducation (1951); Directeur du Département d'éducation physique, Physical Education College (1955); Directeur général du Département d'éducation physique (1968); Recteur de l'Université de Chiang Mai (1970); Secrétaire général du Ministère de l'éducation (1980); Ministre adjoint de l'éducation (1972-1974); Ministre de l'éducation et membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (1977-1980); Ministre de la santé (1979-1980); Président du Sous-Comité de la prévention de la toxicomanie, Office international de contrôle des stupéfiants (1970-1992).

Publications : Auteur de divers ouvrages pédagogiques et manuels sur la santé publique et l'éducation physique.

Distinctions honorifiques : Chevalier, Grand Commandeur de l'Ordre de Chula Chom Klao.

Organisations professionnelles : Président du Conseil médical de Thaïlande; membre de la Croix-Rouge thaïlandaise; membre de l'Organisation thaïlandaise pour la promotion des sports; membre du Bureau national de la jeunesse; Président du Comité de rédaction du Plan de l'éducation nationale; membre du Conseil économique et social national; membre du Comité spécial chargé d'examiner et de réviser la législation.

Nobuo Motohashi (Japon)

Date de naissance : 1927.

Études : Licence ès sciences pharmaceutiques, faculté de médecine de l'Université de Tokyo (1945-1948); études de troisième cycle à l'Université de Tokyo (1948-1953); Docteur ès sciences pharmaceutiques (1958).

Fonctions actuelles : Directeur et Conseiller du Conseil d'administration de la Boehringer Ingelheim Corporation East Asia; Conseiller spécial de la Nippon Boehringer Ingelheim Company, Ltd.; Directeur du Centre de prévention de la toxicomanie.

Fonctions antérieures : Maître de conférences au Département de médecine légale, Université de médecine et de dentisterie de Tokyo (1955-1964); Maître de conférences au Département de biochimie, Albert Einstein College of Medicine, États-Unis d'Amérique (1963-1965); Directeur de la Division des stupéfiants au Bureau pharmaceutique du Ministère de la santé et de la protection sociale (1971-1975); conseiller pour les questions pharmaceutiques au Ministère de la santé et de la protection sociale (1975-1979); Membre de l'Office international de contrôle des stupéfiants (OICS) (1981); Directeur général de la Nippon Boehringer Ingelheim Company, Ltd. (1985-1987); Président-directeur général de la Nippon Boehringer Ingelheim Company, Ltd. (1987-1994).

Publications : Auteur des ouvrages suivants : Guidebook to the Handling of Poisonous and Deleterious Substances (1975), The Countermeasures for Dependence-producing Drugs in Japan (1974), Drug Abuse in Japan (1977) et Chemistry and Licit Drug Use (1978).

Participation à des réunions : Représentant du Gouvernement japonais à diverses sessions de la Commission des stupéfiants (1973-1979); réunions des chefs des services nationaux de répression en matière de drogues pour la région de l'Asie et du Pacifique (1974-1977); vingt-neuvième session de l'OICS (1981).

Haji Naim Normah (Malaisie)

Date de naissance : 1941.

Études : Licence en pharmacie, Université de Singapour (1966); certificat de l'Institute of Purchasing and Supply et de l'Institute of Material Handling, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1981).

Fonctions actuelles : Directeur des services pharmaceutiques du Ministère de la santé.

Fonctions antérieures : Directeur adjoint des services pharmaceutiques, Ministère de la santé (1993); Directeur de l'Office national du contrôle pharmaceutique, Ministère de la santé (1990).

Distinctions honorifiques : AMN, KMN.

Participation à des réunions : Conférence internationale sur les politiques nationales en matière de drogues médicinales, Sydney (Australie) (1995); réunion de suivi ANASE/Union européenne sur le contrôle des précurseurs, Yogyakarta (Indonésie) (1994); Commission des stupéfiants (1994); Conférence internationale des autorités de réglementation pharmaceutique, Amsterdam (1994); Réunion du Groupe de travail de l'ANASE et réunion birégionale CTPD, Kuala Lumpur (1994); Séminaire ANASE/Union européenne sur les précurseurs, Europe (1993); ateliers de travail Asie-Pacifique sur les produits pharmaceutiques, organisés à l'intention des fonctionnaires du Ministère de la santé, Colombo (1992); Conseiller temporaire et présentateur pour le Programme d'étude sur la fabrication des drogues centrales ou essentielles, Tokyo (1992); Programme de familiarisation de l'ACTIM aux normes françaises de contrôle de la qualité des produits pharmaceutiques, France (1992); réunions du Groupe de travail de l'ANASE sur la coopération technique en matière de produits pharmaceutiques, Singapour et Bangkok (1991).

Herbert S. Okun (États-Unis d'Amérique)

Date de naissance : 1930.

Études : Licence ès lettres, Stanford University (avec mention); maîtrise d'administration publique, Harvard University.

Fonctions actuelles : Membre de l'Office international de contrôle des stupéfiants; Directeur général du Financial Services Volunteer Corps, États-Unis d'Amérique; conférencier, faculté de droit de Yale University.

Fonctions antérieures : Membre du corps diplomatique des États-Unis (1955-1991); Représentant permanent adjoint et Ambassadeur adjoint des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies (1985-1989); représentant auprès du Conseil de sécurité, du Comité du programme et de la coordination du Conseil économique et social, de la Commission du désarmement et d'autres organismes des Nations Unies; Ambassadeur spécial auprès de l'Aspen Institute, Washington (1983-1985); Ambassadeur des États-Unis auprès de la République démocratique allemande (1980-1983); Vice-Président de la délégation des États-Unis aux pourparlers sur la limitation des armes stratégiques (SALT II) (1978-1980); divers postes diplomatiques à Belo Horizonte, Brasilia, Genève, Lisbonne, Moscou, Munich, Naples et Rio de Janeiro.

Organisations professionnelles : Phi Beta Kappa; World Rehabilitation Fund; membre du Conseil consultatif du Chazen Institute of International Business, Graduate School of Business, Columbia University; membre du Conseil consultatif, Portuguese-American Leadership Council of the United States; Commissioner,

U.S.-Poland Action Commission; National Committee on American Foreign Policy; Washington Institute of Foreign Affairs; Council on Foreign Relations; American Academy of Diplomacy.

Distinctions honorifiques : Presidential Meritorious Award (1983); Superior Honour Award du Département d'État (1980); Meritorious Honour Award (1972).

Participation à des réunions : Réunion du Groupe d'experts chargé de conseiller et d'aider le Secrétaire général sur la question de l'amélioration de l'efficacité de la structure des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, Organisation des Nations Unies (1990); sessions de l'Office international de contrôle des stupéfiants (1992-1995).

Arthur Pereira de Castilho Neto (Brésil)

Date de naissance : 1942.

Études : Diplômé en droit et docteur en droit public, faculté de droit de l'Université fédérale de l'État de Rio de Janeiro.

Fonctions actuelles : Assistant technique au Sénat fédéral et avocat auprès des tribunaux supérieurs de l'Union fédérale et membre du Bureau fédéral du Procureur général (Procureur général de la République adjoint) (retraité); professeur de droit administratif aux facultés intégrées Bennet (actuellement en congé).

Fonctions antérieures : Secrétaire des comités de rédaction du Code de procédure pénal, du Code militaire de procédure pénale, du Code militaire pénal et du Code civil; membre de la Commission nationale pour le contrôle des drogues et de la Section technique des drogues, toutes deux rattachées au Ministère de la santé; membre de la Commission administrative qui a fondé le Conseil fédéral des drogues, et premier Président de celui-ci; Secrétaire général du Ministère de la justice (Vice-Ministre) et Ministre de la justice par intérim; membre de la Commission des personnalités éminentes auprès de la Présidence de la République pendant le processus de révision de la Constitution; membre du Bureau fédéral du Procureur général; Procureur général par intérim de l'Union fédérale et Procureur général de l'Union fédérale.

Publications : Auteur d'un recueil de lois sur les drogues et de plusieurs documents publiés dans des revues spécialisées ainsi que des actes de conférences tenues au Brésil et à l'étranger sur les drogues et d'autres questions intéressant le Bureau fédéral du Procureur général.

Participation à des réunions : Plusieurs congrès, séminaires et conférences au Brésil; président et/ou chef de la délégation brésilienne à des réunions de l'Accord sud-américain relatif aux stupéfiants et aux substances psychotropes, aux sessions de la Commission des stupéfiants et à des réunions sur les accords bilatéraux avec des pays d'Amérique du Sud.

Maurice Randrianame (Madagascar)

Date de naissance : 1935.

Études : Université d'Aix-en-Provence; faculté de droit de Tananarive (licence de droit public et de sciences politiques) (avec mention), Université de Madagascar; diplômé de l'École nationale de police; diplômé de l'Académie internationale de police à Washington, D.C.; diplômé de l'Académie de douane et de contrôle des frontières à Los Fresnos, Texas.

Fonctions actuelles : Coordonnateur de la politique nationale en matière de drogues auprès du Gouvernement (1992-1994) et de la Présidence de la République malgache (depuis 1994).

Fonctions antérieures : Commissaire de police, Département de la sécurité publique et de la police judiciaire; Conseiller technique au Ministère de l'intérieur; chef de la Section de l'initiation à la recherche en droit public, Université de Madagascar; Directeur de la police économique; Directeur de la police judiciaire; Chef de mission auprès du Ministère de la police nationale.

Distinctions honorifiques : Grand Officier de l'Ordre national de Madagascar; Chevalier de l'Ordre du mérite de Madagascar.

Participation à des réunions : Chef de la délégation malgache à plusieurs sessions de la Commission des stupéfiants (1976-1995) et Rapporteur, premier et deuxième Vice-Président et Président (1985) de la Commission; Réunion internationale d'experts sur les biens provenant du trafic illicite de drogues, organisée sous le parrainage de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC/Interpol); Réunion internationale d'experts sur l'évaluation de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et la Convention sur les substances psychotropes de 1971, Vienne (1985); Rapporteur de la première Réunion interrégionale des chefs des services nationaux de répression en matière de drogues, Vienne (1986); représentant de la délégation malgache à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, Vienne (1987); représentant de la délégation malgache au Groupe intergouvernemental d'experts chargé d'examiner le projet de convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, Vienne (1987); formateur lors de séminaires organisés à l'intention des agents de répression et de prévention en matière de drogues, sous les auspices du Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies et du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, Abidjan (1987); Séminaire à l'intention des directeurs des départements d'enquêtes criminelles organisé par le Service international de coopération technique de la police, Vienne (1990); dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale (1990); réunions des chefs des services nationaux de répression en matière de drogues pour la région de l'Afrique, Abidjan (1993) et Kampala (1995).

Ion Roibu (Roumanie)

Date de naissance : 1954.

Études : Licence en droit, Université de Bucarest; cours de troisième cycle sur "Le trafic de drogues en Roumanie : particularités et tendances".

Fonctions actuelles : Chef du Service antidrogue de la Brigade sur la criminalité organisée, Département de la police du Ministère de l'intérieur.

Fonctions antérieures : Officier de police au Département de la police (1978-1982); officier de police au Service des armes, des explosifs et de la drogue (1982-1992); chef du Service antidrogue.

Activités en matière de formation : Responsable de la formation à l'École de police; a également participé à la formation de personnel judiciaire et d'autres fonctionnaires aux activités antidrogue.

Publications : A participé à l'élaboration du manuel antidrogue à l'usage des officiers de police, ainsi qu'à l'élaboration du projet de loi sur les activités contre le trafic de drogues et à la Décision du Gouvernement roumain concernant la création du Comité interministériel contre le trafic de drogues; divers articles parus dans des revues internationales.

David Scicluna (Malte)

Date de naissance : 1952.

Études : Diplôme de notariat et de doctorat en droit, Université de Malte; a participé au Séminaire de Salzbourg sur les études américaines.

Fonctions actuelles : Magistrat; Président de la Commission nationale de lutte contre l'alcoolisme et l'abus des drogues; conférencier à l'Université de Malte, à l'Institut d'études légistes et à l'Académie de justice criminelle.

Fonctions antérieures : Cabinet juridique privé.

Publications : Diverses monographies publiées dans des revues juridiques : "Traitement à court terme des délinquants adultes"; "Le travail dans les établissements pénitentiaires"; et "Aspects juridiques de l'abus et du trafic illicite des drogues".

Distinctions honorifiques : Membre de l'ordre des magistrats et juges du Commonwealth; membre de l'Association internationale de criminologie.

Participation à des réunions : Dixième Congrès international de criminologie, Hambourg (1988); Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, Vienne (1988); Conférence de Wilton Park sur la lutte contre la drogue, Steyning, Royaume-Uni (1989); Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogues et la lutte contre la cocaïne, Londres (1990); treizième Congrès de l'Association internationale des juges de tribunaux pour enfants et mineurs,

Turin (1990); session extraordinaire de l'Assemblée générale, New York (1993); Commission des stupéfiants (1989-1995); Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe.

Milan Skrlj (Slovénie)

Date de naissance : 1935

Études : Maîtrise en chimie pharmaceutique, faculté de pharmacie.

Fonctions actuelles : Conseiller auprès du Ministre de la santé publique de Slovénie.

Fonctions antérieures : Directeur du Département des produits pharmaceutiques, des stupéfiants et des poisons du Ministère fédéral de la santé publique de Yougoslavie (1977-1991); Directeur de la production pharmaceutique, Industrie pharmaceutique, de la société Lek à Ljubljana (1976-1977); Directeur du contrôle de la qualité, Industrie pharmaceutique, Sarajevo (1967-1976).

Publications : Plus de 40 articles sur les stupéfiants, les produits chimiques dangereux, la protection de l'environnement et les produits pharmaceutiques, parus dans des publications nationales et internationales, notamment : "Programme base for the prevention of drug abuse in Yugoslavia", paru dans le Bulletin des stupéfiants (1986) et "Gli interventi nel settore della tossicodependenza in Yugoslavia", paru dans Comunicazione e droga 2 (1986).

Participation à des réunions : Chef ou membre de la délégation nationale lors de plusieurs sessions de la Commission des stupéfiants (depuis 1979); membre suppléant de la délégation nationale à la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues (1987); chef adjoint de la délégation nationale à la Conférence des Nations Unies en vue de l'adoption d'une convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes (1988); représentant national lors de réunions du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe; représentant national lors de réunions de haut niveau du Groupe chimique de l'Organisation de coopération et de développement économiques; participant aux réunions de l'Organisation mondiale de la santé relatives à la toxicomanie et au contrôle des produits chimiques.

Annexe II

NOMBRE, DURÉE ET LIEU DES RÉUNIONS, HONORAIRES À VERSER AUX
MEMBRES ET COMPOSITION ACTUELLE DE L'ORGANE INTERNATIONAL
DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

"L'Organe se réunit aussi souvent qu'il le juge nécessaire à l'accomplissement satisfaisant de ses fonctions, mais il doit tenir au moins deux sessions par année civile" (Convention unique, art. 11, par. 2).

Chaque session dure de une à trois semaines. En 1995, les réunions suivantes ont eu lieu :

Cinquante-huitième session : du 8 au 19 mai

Cinquante-neuvième session : du 30 octobre au 16 novembre

Les sessions ont normalement lieu à Vienne, au siège du secrétariat de l'Organe (Centre international de Vienne).

Conformément à la résolution 2491 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1968, les membres de l'Organe reçoivent une indemnité journalière de subsistance quand ils participent aux sessions de l'Organe ou sont en mission officielle. Depuis janvier 1996, le montant de cette indemnité, à Vienne, est de 303 dollars des États-Unis par jour. Les frais de voyage des membres sont payés par l'Organisation des Nations Unies selon la pratique administrative courante.

Conformément à la résolution 35/218 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1980, le montant annuel des honoraires versés aux membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants est le suivant :

Président	5 000 dollars des États-Unis
Vice-Présidents	4 000 dollars des États-Unis
Membres	3 000 dollars des États-Unis

La composition actuelle de l'Organe international de contrôle des stupéfiants est la suivante^a :

Sirad Atmodjo (1997)^b
Edward A. Babayan (2000)
Alfredo Pemjean (2000)^b
A. Hamid Ghodse (1997)^b
Dil Jan Khan (1997)
Gottfried Machata (1997)

^a L'année indiquée après chaque nom est celle à laquelle le mandat de l'intéressé vient à expiration (soit le 1er mars 1977, soit le 1er mars de l'an 2000).

^b Membres élus sur la liste de candidats présentés par l'OMS.

Mohammed Abbas Mansour (2000)
Bunsom Martin (1997)
António Lourenço Martins (2000)
Herbert S. Okun (1997)
Manuel Quijano (1997)
Oskar Schroeder (2000)
Elba Torres Graterol (2000)
